

Communiqué du PCF

Commission nationale santé/protection sociale

Face aux crises sanitaires

La France a besoin des Hôpitaux publics,

d'une autre politique de santé

Une fois de plus, les établissements hospitaliers sont en tension au moment de l'épidémie de grippe.

En fait, il n'est pas possible de fermer impunément tant de lits, de services, de postes et d'hôpitaux de proximité sans entraîner des crises sanitaires notamment aux niveaux des services des urgences mis dans l'obligation de choisir quel malade soigné en priorité.

Telle est la leçon de cette épidémie de grippe, dont la Ministre elle-même reconnaît qu'il faut déprogrammer des hospitalisations pour libérer des lits, alors le sommet du pic de contagion n'est pas atteint.

Partout cela craque, des malades attendent plus de vingt-quatre heures pour être affecté dans un lit, ils sont parqués dans des conditions inacceptables.

Cette situation était prévisible, chaque année une « surmortalité » est constatée dans la population par l'INSEE (41 000 pour 2015) et nous ne sommes pas à l'abri de situations d'urgence pouvant se cumuler.

Le Parti Communiste Français exige que cela cesse.

Les Sénatrices et Sénateurs du groupe Communiste-Républicain-Citoyen l'ont redit jeudi dernier au Sénat à leurs collègues et à Mme la Ministre lors du débat qu'ils ont suscité sur l'Hôpital.

Il faut mettre fin à cette course à l'étranglement des services hospitaliers publics par l'hôstérité et la tarification à l'activité.

Il faut mettre fin au plan d'économie de près de 4 milliards d'Euros sur l'Hôpital aboutissant à la suppression de 22 000 emplois.

Il faut mettre fin à cette pression à laquelle sont soumis les personnels soignants et non-soignants.

Il faut mettre fin aux restructurations hospitalières autoritaires dans le cadre des groupements hospitaliers de territoires, décidées arbitrairement par les ARS, aux appétits de promoteurs immobiliers.

Il faut instaurer une vraie démocratie en santé alors que s'élaborent dans la plus grande opacité les Plans Régionaux de santé pour 2018.